



DETTE

À 100 000 MILLIARDS DE DOLLARS,
L'ENDETTEMENT MONDIAL MONTE
ENCORE, ALERTE LE FMI PAGE 23



ÉCONOMIE

Le FMI alerte sur la dette publique mondiale, qui s'envole à 100 000 milliards de dollars

Clara Galtier

L'endettement moyen atteindra 100 % du PIB en 2030. Les États-Unis représentent le tiers du fardeau planétaire.

Alors que la France s'engage dans une discussion budgétaire acrobatique pour tenter de réduire son déficit public et ralentir son endettement de 3 300 milliards d'euros, le monde entier croule sous la dette publique, alerte le Fonds monétaire international (FMI). Le cumul de la dette de tous les pays devrait dépasser les 100 000 milliards de dollars cette année, soit environ 93 % du PIB mondial. Et pourrait atteindre 100 % d'ici 2030 selon un rapport publié mardi. L'augmentation est significative par rapport à 2019, avant la pandémie, où la dette mondiale était inférieure de 10 points.

« La situation est même pire qu'attendu », a souligné Era Dabla-Norris, directrice adjointe du département affaires budgétaires du FMI, en présentant le rapport. Trois facteurs l'expliquent : « L'augmentation des dépenses publiques, des projections de dettes trop optimistes et des dettes non identifiées. » La hausse des taux d'intérêt ces trois dernières années a mis à mal les caisses de nombreux pays en augmentant le coût de leurs emprunts. La Banque mondiale rapporte qu'une quarantaine d'États sont actuellement en situation de crise ou proches de l'être, du fait d'une hausse significative du remboursement de leurs emprunts. Dans un scénario pessimiste, la dette publique mondiale pourrait grim-

per à 115 % du PIB d'ici trois ans.

Les gouvernements sont sous pression pour financer le vieillissement de la population, la santé, la transition écologique et la défense, ce qui augmente inévitablement leurs dépenses. Parallèlement, des erreurs de projection et des dettes « cachées » (souvent liées aux entreprises publiques) alourdissent les bilans. L'analyse du FMI révèle que 40 % de celles-ci proviennent d'imprévus, ce qui peut faire grimper la dette publique de 1 % à 1,5 % du PIB en un an en moyenne en période de crise.

Surenchère électorale

Les facteurs mondiaux sont de plus en plus déterminants dans les fluctuations des coûts des emprunts publics de différents pays. L'incertitude politique aux États-Unis, en tant que première puissance économique, a des répercussions globales, tout comme les faiblesses de la Chine. Par exemple, les périodes liées aux débats sur la dette américaine ont souvent provoqué des baisses des marchés boursiers et une augmentation des coûts d'emprunt. Phénomène qui affecte, dans un effet domino, les autres grandes économies. Sans oublier que Washington, comme Pékin, vit à crédit. Alors que la campagne actuelle pousse les deux candidats Kamala Harris et Donald Trump à une surenchère de promesses irréalistes à plusieurs dizaines de milliards de dollars,

le déficit budgétaire flambe. Il approchera cette année les 2 000 milliards de dollars (6 % du PIB), quand la dette dépasse les 34 000 milliards (125 % du PIB), soit le tiers du fardeau mondial ! Quant à celle de la Chine, elle continue de croître rapidement en 2024, et avait atteint, en 2023, 83 % du PIB (contre 77 % en 2022).

Alors, que faire pour mettre un frein à cet endettement incontrôlé ? L'heure est venue de reconstituer les marges de manœuvre budgétaire, appelle l'institution internationale. Dans un contexte de ralentissement de l'inflation et d'assouplissement attendu de la politique monétaire des banques centrales, « les pays sont mieux armés pour absorber les répercussions économiques d'un resserrement budgétaire », soulignent les experts. Ils estiment qu'il faut un ajustement budgétaire beaucoup plus important que celui actuellement prévu. Par exemple, pour une économie moyenne, une réduction de la dette nécessiterait des efforts budgétaires équivalant à 3,8 % du PIB d'ici 2029, bien au-delà du 1 % prévu. Cette marge de manœuvre doit être soigneusement calibrée pour ne pas aggraver les inégalités sociales, surtout pour les ménages les plus vulnérables, ni casser la croissance. ■

La dette publique mondiale devrait approcher 100 % du PIB dans cinq ans

Dette publique en % du PIB

